

ORGANISONS LA RIPOSTE CONTRE CE PLAN D'AUSTÉRITÉ !



16 juillet 2025

LES IDÉES DU GOUVERNEMENT :

ANNÉE BLANCHE

SUPPRESSION DE
2 JOURS FÉRIÉS

GEL DU BARÈME
DE L'IMPÔT

AUGMENTATION DU
PLAFOND DE LA
FRANCHISE MÉDICALE

DES MILLIERS DE POSTES
SUPPRIMÉS DANS LA
FONCTION PUBLIQUE

CE QUE LA CGT Y OPPOSE :

LES 211 MILLIARDS D'EUROS
VERSÉS AUX ENTREPRISES

AUCUNE ÉVALUATION

AUCUNE CONDITION

DÉLOCALISATION

PLAN SOCIAUX

DIVIDENDE AUX
ACTIONNAIRES

CE QUE LA CGT PROPOSE :

L'INDEXATION DES SALAIRES ET
PENSIONS SUR LES PRIX RÉELS.

UNE FISCALITÉ JUSTE : LES PLUS RICHES
DOIVENT CONTRIBUER À L'EFFORT NATIONAL.

UN CONTRÔLE DÉMOCRATIQUE DES AIDES PUBLIQUES,
CONDITIONNÉES À L'EMPLOI ET AUX SALAIRES.



Union Départementale CGT de la Sarthe
4 rue d'Arcole 72000 Le Mans
Udcgt72@orange.fr – 02 43 14 19 19

Le 15 juillet, dans une période durant laquelle beaucoup d'entre nous tentent de souffler, le gouvernement en profite pour lancer une offensive d'une rare violence contre le monde du travail.

Au lieu d'ouvrir les yeux sur les urgences sociales – salaires, conditions de travail, santé, éducation, climat – le gouvernement choisit de faire payer une nouvelle fois les travailleur·euses, notamment les privé·es d'emploi, et stigmatise les agent·es du service public. Au lieu de mettre à contribution ceux qui sont responsables du déficit, les plus riches et les grandes entreprises qui ont bénéficié de 73 Milliards de baisse d'impôts chaque année et touchent 211 milliards d'aides publiques, le gouvernement fait encore payer l'addition aux travailleuses et aux travailleurs, aux retraité·es et précaires.

- Une "année blanche", c'est à dire le gel des pensions des retraité·es, des prestations sociales (aides au logement, allocation adulte handicapés, allocations familiales...), des budgets des services publics, des salaires des fonctionnaires et l'augmentation des impôts et de la CSG. Cela se traduira donc par un appauvrissement de chacune et de chacun de plusieurs centaines d'euros.
- Après nous avoir volé 2 ans de vie, le gouvernement veut nous imposer 2 jours de travail gratuit avec le vol de 2 jours fériés, dont le 8 mai, jour de la victoire contre le nazisme !
- Déremboursements des médicaments et des consultations, notamment pour les malades en affections de longue durée et augmentation de 50 à 100 euros du plafond annuel de la franchise médicale.
- Suppression de 3000 postes de fonctionnaires et de nombreuses agences de l'Etat, et non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois. C'est moins de pompiers, d'infirmier·es, d'enseignant·es...
- Braderie du patrimoine de l'Etat et privatisations ;
- Un nouveau tour de vis, pour les privé·es d'emploi dont les droits ont déjà été divisés par 2 depuis qu'Emmanuel Macron est Président de la République ;
- La volonté de remettre en cause les droits des salarié·es avec des mesures qui pourraient être prises par ordonnance dès l'automne.



Fermeture de nos usines, destruction de nos services publics... et on devrait se taire !

Après Valéo à La Suze-sur-Sarthe, Charal à Sablé-sur-Sarthe, Méral à Aubigné-Racan, la menace plane maintenant sur les salarié·es de NTN à Allonnes. La désindustrialisation ravage la Sarthe et emporte des centaines de familles dans la précarité.

Nos services publics sont également méthodiquement démantelés : urgences fermées la nuit, pénurie de soignant·es, fermetures de lits à l'hôpital du Mans, classes fermées dans les écoles rurales...

Sur le rail, on continue de supprimer des guichets, de sacrifier le transport du quotidien, pourtant essentiel pour les Sarthois·es, notamment en zones rurales.

Pire encore, le gouvernement choisit d'aggraver la situation avec un plan d'austérité brutal !

Nous n'acceptons plus de payer pendant que d'autres s'enrichissent.

**En Sarthe comme ailleurs, l'heure est à la mobilisation.
Organisons la riposte, ensemble, dès maintenant.**

**DURANT CET ÉTÉ, CRÉONS LES CONDITIONS ENSEMBLE
POUR PRÉPARER UNE RENTRÉE DE LUTTE
L'HEURE EST À L'ACTION !**

Rien n'est encore joué. Le gouvernement lui-même reconnaît qu'il ne pourra pas imposer sa cure d'austérité sans résistance. C'est à nous, salarié·es, précaires, privé·es d'emploi, retraité·es, de faire front

ENSEMBLE, DANS L'UNITÉ.

Partout, préparons la mobilisation ! Assemblées générales, prises de parole...

La CGT doit être au rendez-vous !

 **Rejoins la CGT – Pour l'action, la solidarité, la dignité du travail !**

